



Nuttens
SERVICES

Dossier de demande
d'enregistrement ICPE
concernant une usine de
produits alimentaires à
Pertain-Hypercourt (80)

Pièce-jointe n°6 : Analyse
de conformité aux
prescriptions générales

Juin 2023



Ce dossier a été réalisé par :

ELCIMAI ENVIRONNEMENT

43, avenue de Vieux Chêne

38240 Meylan

Tél : 04.76.18.05.40

Référence Elcimaï Environnement : 1000438

Version	Auteur		Validation	
	Date	Nom	Date	Nom
VProvisoire	20/01/2023	Alexane DOINEAU	01/02/2023	Charlotte GAGNEPAIN
VProvisoire	16/02/2023	Alexane DOINEAU	21/02/2023	Charlotte GAGNEPAIN
V01	03/03/2023	Alexane DOINEAU	07/03/2023	Charlotte GAGNEPAIN
V02	12/05/2023	Charlotte GAGNEPAIN	12/05/2023	Cécile JOANNIN
V03	15/05/2023	Charlotte GAGNEPAIN	-	-
V04	12/06/2023	Alexane DOINEAU	19/06/2023	Charlotte GAGNEPAIN

Sommaire

CHAPITRE 1 CONFORMITE AVEC LES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL RELATIF A LA RUBRIQUE 2260 1

1/	Chapitre 1 : dispositions générales.....	1
2/	Chapitre 2 : prévention des accidents et des pollutions.....	3
3/	Chapitre 3 : émissions dans l'eau	13
4/	Chapitre 4 : émissions dans l'air.....	20
5/	Chapitre 5 : émissions dans les sols	23
6/	Chapitre 6 : bruit et vibrations.....	24
7/	Chapitre 7 : déchets.....	25
8/	Chapitre 8 : surveillance des émissions	26
9/	Chapitre 9 : disposition particulière.....	29

Chapitre 1 Conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2260

Arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

1/ Chapitre 1 : dispositions générales

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES			
1.	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2260.</p> <p>Le présent arrêté n'est pas applicable aux installations existantes, à l'exception des dispositions prévues aux articles 35, 36, 44, 45, 51, 52, 53 et 54 selon les délais indiqués en annexe I.</p> <p>Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées ou dont le dossier de demande d'autorisation a été régulièrement déposé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Le II de l'article 11 et l'article 19 du présent arrêté ne sont applicables qu'aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2260 et correspondant à l'une des activités suivantes : meuneries, rizeries, semouleries de blé dur et de maïs et usines de fabrication d'aliments composés pour animaux.</p> <p>Les stockages faisant partie intégrante des activités visées par la rubrique 2260 sont régis par les dispositions du présent arrêté. En revanche, les prescriptions de cet arrêté ne sont pas applicables aux capacités de stockage type vrac quelle que soit leur conception, situées en amont et en aval des ateliers de travail mécanique ou de séchage et aux équipements associés suivants (fosses de réception, galeries de manutention, dispositifs de transport, etc.).</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les articles 5, 11, 12, 13, 15, 19, 31, 41 et 42 ne s'appliquent qu'à l'extension elle-même, la partie existante restant, pour ces articles, soumise aux dispositions antérieures ; - l'article 14 est applicable, pour la partie existante de l'installation, dans le délai d'un an suite au dépôt du nouvel enregistrement ; - les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation. 	L'installation projetée suivra donc toutes les dispositions applicables de l'AMPG du 22/10/2018.	Conforme
2. Définitions		Sans objet.	Sans objet
3. Conformité de l'installation	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.	L'installation sera conforme à la présente demande d'enregistrement.	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.		
4. Dossier installation classée	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation, s'il y en a ; - les résultats des mesures sur les rejets dans l'air, les rejets en eau et le bruit des cinq dernières années, s'il y en a ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> a) Le plan de localisation des risques (cf. article 8) ; b) Le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ; c) Le plan général des stockages (cf. article 9) ; d) Les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ; e) Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; f) La justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau (cf. article 14) ; g) Les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, (cf. article 16) ; h) Le registre relatif à la vérification périodique et à la maintenance des équipements (cf. article 23) ; i) Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation (cf. article 24) ; j) Le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 29) ; k) Les justificatifs du bon traitement des déchets générés par l'installation (cf. article 49) ; l) Le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. article 50) ; m) Le programme de surveillance des émissions (cf. article 51). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Un dossier comportant les éléments suivants sera tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté 	Conforme
4.1 Contrôle au frais de l'exploitant	L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ou	Sans objet	Sans objet

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.		
5. Implantation	L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	L'installation de la nouvelle ligne de production sera située dans le bâtiment en T, qui est placé à plus de 10 mètres des limites de l'établissement (>20m). Il n'y a pas de locaux habités par des tiers sur l'actuel site de NUTTENS SERVICE et la future installation de LEGUMI'PULSE .	Conforme
6. Envol des poussières	L'exploitant adopte les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	Les voies de circulation et aires de stationnement sont imperméabilisées et bien entretenues pour diminuer le risque d'envols de poussières. Des espaces verts sont présents sur le site.	Conforme
7. Intégration dans le paysage	L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	L'ensemble des installations sera maintenu propre et entretenu en permanence.	Conforme

2/ Chapitre 2 : prévention des accidents et des pollutions

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 2 : PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS			
Section 1 : Généralités			
8. Localisation des risques	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	Un plan des zones à risques sera établi et présent en permanence sur le site.	Conforme
9. Etat des stocks de produits dangereux	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.	L'exploitant respectera cette prescription : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les Fiches de données de sécurité (FDS) des différents produits présents sur le site sont stockés et disponible. 	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un registre des produits dangereux détenu sera réalisé sur le site. ▪ Un plan général des ateliers sera disponible sur le site. 	
10. Propreté des locaux	<p>Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>	<p>Les installations sont maintenues propres et en bon état de fonctionnement.</p> <p>La fréquence de nettoyage est intégrée dans la gamme de maintenance de l'installation.</p>	Conforme
Section 2 : Dispositions constructives			
11. Comportement au feu	<p>I. - Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la structure est de résistance au feu R 30 ; - les murs extérieurs sont de réaction au feu A2s1d0. <p>II. - Le bâtiment abritant l'installation est installé à plus de 20 mètres des locaux occupés ou habités par des tiers. Cette distance minimale pourra ne pas être respectée si le bâtiment présente les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et parois séparatifs REI 120 ; - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ; - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120. <p>III. - Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, classable ou non, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions ci-dessus.</p>	<p>Les bâtiments où sera installé la nouvelle ligne de production seront conçus afin de respecter les dispositions constructives, à savoir structure R30 et des murs extérieurs de réaction A2s1d0.</p> <p>Les habitations les plus proches sont situées à plus de 20 m de l'installation.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu seront conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations.</p> <p>Le site sera équipé d'une mini-centrale de vapeur dédiée au process de l'activité LEGUMI'PULSE. Sa puissance est inférieure à 1 MW.</p> <p>Il n'y a pas de chaufferie sur le site.</p>	<p>Conforme après travaux</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
Article 12 – Accessibilité	<p>I. - Accessibilité au site :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et</p>	<p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un accès à l'ouest (entrée/sortie de VL et PL) depuis la D142A Ham. de Berseaucourt. - d'un second accès à l'ouest (entrée/sortie PL) depuis la D142A Ham. de Berseaucourt. 	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - d'un troisième accès au sud pour les PL avec une porte de quai depuis la route du Ham. De Berseaucourt. <p>Du personnel est présent en permanence sur le site et pourra ouvrir les portails d'accès aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Le bâtiment T qui abritera la nouvelle installation sera accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	
	<p>II. - Voie "engins" :</p> <p>Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Le positionnement de la voie "engins" est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>	<p>L'ensemble des dispositions ci-contre sera respecté.</p> <p>Une voie engin ceinture le site (D142A et Ham. BERSEAU COURT) sur son périmètre donnant accès au bâtiment. Elle facilitera le déplacement autour de l'ensemble du bâtiment, d'accéder aux bâtiments, aux aires de mises en stations des moyens aériens et aux zones de stationnement des engins.</p> <p>Elle sera également conçue en respectant les dimensions spécifiques requises.</p> <p>Le plan masse fait apparaître la voie engins, les aires de stationnement des engins aires de mise en station des moyens aériens.</p>	Conforme après travaux
	<p>III. – Aires de stationnement :</p> <p>III.1. Aires de mise en station des moyens aériens :</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les</p>	<p>Le plan masse est mis à jour et fait apparaître la voie engins, les aires de stationnement des engins aires de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens sur le site respectent les dimensions et prescriptions ci-contre. Elles</p>	Conforme après travaux

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². 	<p>seront matérialisées au sol par du marquage afin de garantir qu'aucun autre véhicule ou engin n'y stationne.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sur le site respectent les dimensions et prescriptions ci-contre. Elles seront matérialisées au sol par du marquage afin de garantir qu'aucun autre véhicule ou engin n'y stationne.</p>	
	<p>III.2. Aires de stationnement des engins :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p>	<p>Les aires de stationnement des engins sur le site respectent les dimensions et prescriptions ci-contre. Elles seront matérialisées au sol par du marquage afin de garantir qu'aucun autre véhicule ou engin n'y stationne.</p>	<p>Conforme après travaux</p>

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions l'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. 		
	<p>IV. – Documents à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. 	<p>Les plans et consignes seront tenus à jour sur le site et à disposition du SDIS.</p>	<p>Conforme</p>
<p>13. Désenfumage</p>	<p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;</p> <p>A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la</p>	<p>Les bâtiments S, T et U sont équipés de trappes de désenfumage adaptés aux risques (voir plans). Leurs surfaces utiles sont au moins égales à 2% de la surface à désenfumer. Les trappes de désenfumage sont à déclenchement automatique par fusible, une ouverture manuelle est aussi possible. L'exploitant s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement ces systèmes de désenfumage.</p> <p>Le réarmement est possible depuis le sol. Les commandes sont situées à proximité des accès et sont signalées et accessibles.</p> <p>Tous les appareils seront fiables et fabriqués avec des matières appropriées pour leur utilisation et conformes aux règles de construction.</p> <p>Les dispositions concernant les amenées d'air frais pour chaque zone à désenfumer ainsi que les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sera respecté.</p>	<p>Conforme après travaux</p>

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>		
<p>14. Prévention et moyens de lutte contre l'incendie</p>	<p>I. - Dispositions générales :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</u> <ul style="list-style-type: none"> a) Au moins deux prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b) Une ou des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt</u>, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - <u>de robinets d'incendie armés</u>, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.</p> <p>L'exploitant dispose de la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des</p>	<p>Les moyens de lutte incendie sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ une cuve de réserve incendie de 30 m³ sur le site, ▪ une cuve de réserve incendie de 30 m³ en dehors du site mais sur laquelle un branchement depuis le site est possible, ▪ une cuve communale de 120 m³ au niveau de la route. <p>Au cours du second semestre 2023 une nouvelle cuve de réserve incendie de 120 m³ sera implantée sur le site, à proximité des bâtiments T et U afin de garantir la disponibilité de 120 m³ d'eau en cas d'incendie.</p> <p>Les bâtiments U et T sont situées à moins de 100 m d'une réserve incendie.</p> <p>Des extincteurs sont aussi présents sur le site. L'exploitant s'engage à mettre en place des RIA dans les bâtiments U et T au cours du premier semestre 2024. Ces RIA seront installés sur le site à proximité des issues conformément aux prescriptions. Les armoires électriques sont équipées de système ReflexOFeu (système de détection extinction automatique autonome).</p> <p>Les moyens de lutte incendie permettent de fournir 60 m³ pendant une heure à une pression de 1 bar. L'exploitant tiendra à disposition des services de secours les justificatifs de débit.</p> <p>Le site est équipé de plusieurs téléphones permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.</p>	<p>Conforme après travaux</p>

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'ensemble des moyens incendie est en mesure de fournir 120 m³ pendant une heure.</p> <p>II. - Dispositions particulières applicables aux sécheurs :</p> <p>Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des équipements et utilités essentiels dans la conduite des séchoirs est contrôlé périodiquement par l'exploitant conformément à une procédure spécifique, avec enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations doit faire l'objet d'un signalement à l'opérateur, voire d'une mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique. Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir.</p> <p>La mise en sécurité des séchoirs comporte au moins les opérations suivantes : arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets d'extraction d'air. Des dispositifs d'obturation peuvent être implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p>		
Section 3 : Dispositif de prévention des accidents			
15. Matériels utilisables en atmosphères explosibles	<p>Dans les parties de l'installation visées à l'article 8 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</p> <p>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>	<p>Les zones à risque ATEX seront en nombre aussi réduit que possible. Elles seront identifiées sur le plan des zones dangereuses.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage sont conçus dans les règles de l'art afin de limiter les émissions de poussières. Les dispositifs d'arrêt de l'installation en cas d'incident de fonctionnement seront vérifiés régulièrement.</p> <p>Aucun transporteur à bande ne sera présent sur le site.</p>	Conforme
16. Installations électriques, éclairage et chauffage	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>	<p>Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur, mises à la terre, et maintenues en bon état.</p> <p>Les équipements métalliques sont et seront mis à la terre.</p> <p>Les équipements d'éclairage respecteront les prescriptions ci-contre.</p> <p>Les matériaux choisis et utilisés pour l'éclairage naturel ne généreront pas de gouttes enflammées en cas d'incendie.</p> <p>Seuls les bureaux administratifs sont équipés de chauffage électrique. Les locaux de production ne sont pas chauffés.</p>	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.		
17. Protection contre la foudre	L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.	Non concerné par les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010.	Sans objet
18. Ventilation des locaux	<p>En phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est éloigné des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz de combustion dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	<p>La ventilation des locaux sera suffisante pour prévenir la formation d'ATEX. Les débouchés sont positionnés de manière à ne pas créer de gêne sur les aspirations d'air et de manière à favoriser la dispersion des polluants. Il n'y a pas d'immeubles d'habitation à proximité.</p> <p>La hauteur de la cheminée sera de 12,7 mètres. La forme de la cheminée est conçue de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz.</p>	Conforme après travaux
19. Evénements et parois soufflables	Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables disposés de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion ou toute autre solution technique dont la démonstration de l'équivalence est jointe par l'exploitant à sa demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations incluses dans un silo de stockage.	Les bâtiments sont équipés d'événements soufflables conformément aux prescriptions ci-contre.	Conforme
Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
20.	<p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ▪ 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Dans le cas d'une évacuation</p>	Les produits susceptibles de créer une pollution du sol sont l'ANIOSTERASE et le DETERGACID utilisés pendant la phase de lavage des différentes installations. Ils sont stockés sur des rétentions.	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	<p>gravitaire, il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p>		
Section 5 : Dispositions d'exploitations			
21 Surveillance de l'installation et formation du personnel	<p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.</p> <p>Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).</p>	<p>Un responsable d'équipe d'exploitation est affecté au site, en toute connaissance de l'installation, et assisté des techniciens habilités à toute conduite de l'installation.</p> <p>Des portails et clôture entourent le site.</p>	Conforme
22. Travaux	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un</p>	<p>Les travaux de réparation ou d'aménagement seront effectués après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments cités ci-contre et sera établi sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux sera effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité et fera l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.		
23. Vérification périodique et maintenance des équipements	<p>I. - Règles générales :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>NUTTENS assurera ou fera effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que les installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels seront enregistrées sur un registre sur lequel seront également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	Conforme
	<p>II. - Contrôle de l'outil de production :</p> <p>Les systèmes de sécurité intervenant dans les procédés de production (détections, asservissements, etc.) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Les systèmes de sécurité intégrés dans les procédés de production seront régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements. Ces contrôles ainsi que les suites données sont inscrits sur un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Conforme
24. Consignes	<p>I. - Consignes générales de sécurité :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent la liste des contrôles à effectuer en marche normale, au démarrage, lors de nettoyages, de périodes de maintenance, en fonctionnement dégradé, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est interdit de fumer dans l'ensemble des installations.</p>	<p>Les consignes prescrites dans le cadre du présent chapitre seront affichées par NUTTENS sur le site.</p>	Conforme
	<p>II. - Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation :</p> <p>La quantité de produits combustibles présente dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les éventuels rebuts de production sont évacués au fur et à mesure de leur production.</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et de risques d'auto-échauffement.</p>	<p>NUTTENS n'a en sa possession que la quantité de produits combustibles nécessaire au bon fonctionnement de l'exploitation.</p>	Conforme

3/ Chapitre 3 : émissions dans l'eau

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 3 : ÉMISSIONS DANS L'EAU			
Section 1 : Principes généraux			
25. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	Les rejets dans l'eau respecteront les prescriptions ci-contre.	Conforme
Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau			
26. Dispositions générales applicables au prélèvement d'eau	<p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>Le site est alimenté en eau par le réseau AEP communale. La consommation actuelle est d'environ 300 m³/an ; la consommation future du site sera d'environ 900 m³/an.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier sur le réseau sera de 3 m³/j. Le site n'est pas localisé dans une zone de répartition des eaux. Aucune installation de réfrigération en circuit ouvert ne sera présente sur le site.</p>	Conforme
27.	<p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	<p>Un dispositif de mesure de prélèvement est mis en place sur l'arrivée d'eau en provenance du réseau communale.</p> <p>Les résultats seront inscrits sur un registre.</p> <p>Un dispositif de protection sera mis en place sur le réseau public de distribution d'eau pour éviter le retour d'eau pouvant être polluée.</p>	Conforme
28.	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.	Aucun prélèvement d'eau ne sera effectué. L'eau utilisée sera issue du réseau d'eau potable.	Conforme
Section 3 : Collecte et rejets des effluents			
29. Collecte des effluents	<p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p>	<p>Les eaux de toitures sont infiltrées via le bassin d'infiltration. Les eaux de voiries sont dégraissées avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration. Les eaux de lavage seront collectées dans une cuve sur le site. Elles seront ensuite dirigées vers des sites de méthanisation pour revalorisation.</p> <p>Le plan des réseaux est tenu à disposition sur le site.</p>	Conforme après modification

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.		
30. Points de rejets et points de prélèvements pour les contrôles	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.	Un seul point de rejet est identifié : le bassin d'infiltration. Des prélèvements et mesures de débit sont réalisables	Conforme
31. Rejet des eaux pluviales	En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 35 avant rejet au milieu naturel.	Les eaux pluviales de toiture sont infiltrées via le bassin d'infiltration. Les eaux de voiries sont dégraissées avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration et respecteront les valeurs limites fixées à l'article 35 avant rejet au milieu naturel.	Conforme
32. Eaux souterraines	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Aucun rejet directs ou indirects d'effluents (hors eaux pluviales) ne sera effectué vers les eaux souterraines. Les eaux de lavage seront collectées dans une cuve sur le site. Elles seront ensuite dirigées vers un site de méthanisation pour revalorisation. Deux sites de méthanisation ont été identifiées pour recevoir les eaux de lavage : Y Biométhane et la SAS Sanamethan.	Conforme après modification
Section 4 : Valeurs limites d'émissions			
33. Généralités	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite. Si l'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement l'absence de tout rejet d'eau lié au fonctionnement de l'installation, les dispositions des articles 34, 35, 36, 37, 38 et 53 ne lui sont pas applicables.	Tous les effluents aqueux seront canalisés. Les eaux de toitures sont infiltrées via le bassin d'infiltration. Les eaux de voiries sont dégraissées avant d'être dirigées vers le bassin d'infiltration. Les eaux de lavage seront collectées dans une cuve sur le site. Elles seront ensuite dirigées vers des sites de méthanisation pour revalorisation.	Conforme après modification
34. Conditions de rejet dans l'eau	L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas (cette disposition ne s'applique pas aux eaux marines des départements d'outre-mer) :	Non concerné, pas de rejet dans les cours d'eau.	Sans objet

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme																																					
	<ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5°C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchylicoles ; - une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchylicoles ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles. 																																							
<p>35. VLE pour rejet dans le milieu naturel</p>	<p>I. - Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2^e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <table border="1" data-bbox="489 913 1685 1858"> <thead> <tr> <th data-bbox="489 913 1685 982">1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="489 982 1685 1087">Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage</td> </tr> <tr> <td data-bbox="489 1087 1685 1157">DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà</td> </tr> <tr> <td data-bbox="489 1157 1685 1318">DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</td> </tr> <tr> <th data-bbox="489 1318 1685 1360">2. Azote et phosphore</th> </tr> <tr> <td data-bbox="489 1360 1685 1707">Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="489 1707 1685 1858">Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j</td> </tr> </tbody> </table>	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage	DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.	2. Azote et phosphore	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.	Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j	<p>Les eaux pluviales de toiture et de voiries sont infiltrées dans le milieu naturel. Le débit d'infiltration est d'environ 225 m³/j. Les eaux de lavage seront collectées dans une cuve sur le site. Elles seront ensuite dirigées vers des sites de méthanisation pour revalorisation.</p> <p>L'exploitant respectera les valeurs présentées dans le tableau ci-dessous. L'exploitant mettra en place un dispositif de quantification des flux afin de contrôler le respect de ces valeurs.</p> <table border="1" data-bbox="1712 1045 2386 1843"> <thead> <tr> <th data-bbox="1712 1045 2083 1136">Polluant</th> <th data-bbox="2083 1045 2231 1136">Valeur retenue</th> <th data-bbox="2231 1045 2386 1136">Flux maximal journalier</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <th colspan="3" data-bbox="1712 1136 2386 1226">1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</th> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1226 2083 1295">Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)</td> <td data-bbox="2083 1226 2231 1295">100 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1226 2386 1295">15 kg/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1295 2083 1386">DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313)</td> <td data-bbox="2083 1295 2231 1386">100 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1295 2386 1386">15 kg/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1386 2083 1476">DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</td> <td data-bbox="2083 1386 2231 1476">300 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1386 2386 1476">50 kg/j</td> </tr> <tr> <th colspan="3" data-bbox="1712 1476 2386 1518">2. Azote et phosphore</th> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1518 2083 1644">Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)</td> <td data-bbox="2083 1518 2231 1644">30 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1518 2386 1644">50 kg/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1644 2083 1713">Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350)</td> <td data-bbox="2083 1644 2231 1713">10 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1644 2386 1713">15 kg/j</td> </tr> <tr> <th colspan="3" data-bbox="1712 1713 2386 1770">3. Substances spécifiques du secteur d'activité</th> </tr> <tr> <td data-bbox="1712 1770 2083 1843">Chrome et ses composés (en Cr)</td> <td data-bbox="2083 1770 2231 1843">0,1 mg/l</td> <td data-bbox="2231 1770 2386 1843">NC</td> </tr> </tbody> </table>	Polluant	Valeur retenue	Flux maximal journalier	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)			Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)	100 mg/l	15 kg/j	DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313)	100 mg/l	15 kg/j	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	300 mg/l	50 kg/j	2. Azote et phosphore			Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)	30 mg/l	50 kg/j	Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350)	10 mg/l	15 kg/j	3. Substances spécifiques du secteur d'activité			Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l	NC	<p>Conforme</p>
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)																																								
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; 150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage																																								
DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j, 30 mg/l au-delà																																								
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j, 125 mg/l au-delà Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.																																								
2. Azote et phosphore																																								
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.																																								
Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j																																								
Polluant	Valeur retenue	Flux maximal journalier																																						
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)																																								
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)	100 mg/l	15 kg/j																																						
DBO5 (sur effluent non décanté)(Code SANDRE : 1313)	100 mg/l	15 kg/j																																						
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	300 mg/l	50 kg/j																																						
2. Azote et phosphore																																								
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)	30 mg/l	50 kg/j																																						
Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350)	10 mg/l	15 kg/j																																						
3. Substances spécifiques du secteur d'activité																																								
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l	NC																																						

N° articles	Prescriptions de l'arrêté				Dispositions prévues pour le site			Conforme / Non conforme	
	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.				Cuivre et ses composés (en Cu)	0,15 mg/l	NC		
					Nickel et ses composés (en Ni)	0,1 mg/l	NC		
					Zinc et ses composés (en Zn)	0,8 mg/l	NC		
					4. Autres paramètres globaux				
	3. Substances spécifiques du secteur d'activité				SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)	300 mg/l	NC		
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux	Trichlorométhane (chloroforme)	100 µg/l	NC	
	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j	Indice phénols	0,3 mg/l	NC	
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j	Cyanures libres (en CN-)	0,1 mg/l	NC	
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j	Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l	NC	
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j	Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	5 mg/l	NC	
	4. Autres paramètres globaux				Étain et ses composés	2 mg/l	NC		
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux	5. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau			
	SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)		7464	300 mg/l		Substances de l'état chimique			
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	100 µg/l	Flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j	Cadmium et ses composés (*) (en Cd)	25 µg/l	NC	
	Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l		Fluoranthène	50 µg/l	Si > 2 g/l	
	Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	0,1 mg/l		Naphtalène	130 µg/l	Si > 1 g/l	
	Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l		Plomb et ses composés (en Pb)	50 µg/l	Si > 2 g/l	
					Nonylphénols (*)	25 µg/l	NC		
					Tétrachlorure de carbone	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l	Si > 1 g/l		
					Autres substances de l'état chimique				
					Dioxines et composés de dioxines (*) dont certains PCDD et PCB-DF	25 µg/l	NC		
					Di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP) (*)	25 µg/l	NC		

N° articles	Prescriptions de l'arrêté					Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	Dioxines et composés de dioxines (*) dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l			
	Di (2-éthylhexyl) phtalate (DEHP) (*)	117-81-7	6616	25 µg/l			
	Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (*) (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l			
	Quinoxifène (*)	124495-18-7	2028	25 µg/l			
	Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l			
	Heptachlore (*) et époxyde d'heptachlore (*)	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l			
	Polluants spécifiques de l'état écologique						
	Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l	si le rejet dépasse 0,5 g/j		
	Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	NQE 25 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j et dans le cas où la NQE est supérieure à 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j et		

N° articles	Prescriptions de l'arrêté					Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
					dans le cas où la NQE est inférieure à 25 µg/l		
	<p>II. - Les substances dangereuses marquées d'une* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p>						
36. Raccordement à une station d'épuration	<p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p>					<p>Les eaux seront traitées en station d'épuration collective et respecterons les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998.</p>	<p>Conforme après modification</p>
37. Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration	<p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>					<p>Les valeurs limites respecteront les prescriptions ci-contre que ce soit en cas d'autosurveillance ou de prélèvements instantanés.</p>	<p>Conforme</p>
<p>Section 5 : Traitement des effluents</p>							
38. Installations de traitement	<p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le</p>					<p>Le site est équipé d'un séparateur à hydrocarbures pour les eaux de voiries avant que celles-ci ne soient dirigées vers le bassin d'infiltration.</p> <p>Le séparateur hydrocarbure, station de prétraitement, est conçu de manière à pouvoir absorber les variations de débit, de température ou de composition des effluents.</p> <p>Il sera entretenu régulièrement et les résultats des mesures périodiques seront conservés durant 5 ans dans le dossier installation classée.</p>	<p>Conforme</p>

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.		

4/ Chapitre 4 : émissions dans l'air

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 4 : ÉMISSIONS DANS L'AIR			
Section 1 : Généralités			
39.	<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents ou volatils, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.</p>	<p>Les stockages des matières susceptibles d'émettre des poussières, ou odeurs seront confinés (big bag, silos (3*30m³=nouvelle ligne de production + silo souple 60m³)) et stockés dans des espaces clos.</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement ou transport seront capotées et équipées d'un système d'aspiration.</p> <p>Les poussières sont captées à la source avec un filtre dépoussiéreur (dedusting).</p>	Conforme
Section 2 : Rejets à l'atmosphère			
40. Points de rejets	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de conduits d'évacuation pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	<p>Une seule cheminée sera mise en place sur le site, elle est nécessaire au process. Avant rejet à l'atmosphère le flux circulera par des cartouches de filtration afin de capter les poussières. Aussi la cheminée sera conçue de manière à assurer la bonne diffusion des effluents et leur ascension dans l'atmosphère. Les conduits sont placés de manière à ce que le siphonage ne soit pas possible. La forme des conduits respecte les prescriptions ci-contre.</p>	Conforme
41. Points de mesures	<p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	<p>Les points de mesures seront aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires aux mesures prévues.</p>	Conforme
42. Hauteur de cheminée	<p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère,</p>	<p>Une seule cheminée sera mise en place sur le site, sa hauteur est de 12,7 mètres et dépassera du faitage de 0,2 m. La vitesse d'éjection sera de 14 m/s.</p>	Conforme

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme							
	<p>d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p>Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>									
Section 3 : Valeurs limites d'émissions										
43. Généralités	<p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.</p> <p>Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux, etc.), une mesure pourra être réalisée sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>	<p>Une seule cheminée sera mise en place sur le site, sa hauteur est de 12,7 mètres et dépassera du faitage de 0,2 m. La vitesse d'éjection sera de 14 m/s.</p>	Conforme							
44. Débit et mesures	<p>Les débits et concentrations en polluants sont exprimés en gramme(s) ou milligrammes(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au II. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à la teneur réelle en oxygène.</p> <p>Pour les valeurs limites d'émission fixées au III. de l'article 45, le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humide. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %.</p>	<p>Le système aéraulique rejettera des particules fines de poudres végétales (issus de farines de légumineuses).</p>	Conforme							
45. Valeur limite d'émission	<p>I. - Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission.</p>	<p>Les prélèvements et l'autosurveillance des rejets respecteront les prescriptions ci-contre.</p>	Conforme							
	<p>II. - Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <table border="1" data-bbox="587 1661 1457 1843"> <thead> <tr> <th data-bbox="587 1661 1092 1707">Polluant</th> <th data-bbox="1092 1661 1457 1707">Valeur limite d'émission</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="587 1707 1092 1759">Poussières totales :</td> <td data-bbox="1092 1707 1457 1759"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="587 1759 1092 1801">Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td> <td data-bbox="1092 1759 1457 1801">100 mg/m³</td> </tr> <tr> <td data-bbox="587 1801 1092 1843">Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td> <td data-bbox="1092 1801 1457 1843">40 mg/m³</td> </tr> </tbody> </table>	Polluant	Valeur limite d'émission	Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m ³	Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m ³	<p>Une émission < 10mg/Nm³ de poussières en sortie du filtre dépoussiéreur sera garantie.</p>
Polluant	Valeur limite d'émission									
Poussières totales :										
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m ³									
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m ³									

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme														
	<p>Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.</p> <p>III. - Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct : Les valeurs limites d'émission reprises ci-dessous ne sont applicables qu'aux installations d'une puissance supérieure à 1 MW. Pour les oxydes d'azote, les oxydes de soufre et les métaux : Pour les installations de plus de 1 MW mais moins de 50 MW, l'installation respecte les valeurs limites d'émission applicables aux générateurs de chaleur directe (NOx et métaux) ou aux installations de combustion (SOx) telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 2910 selon la puissance de l'installation. Pour les installations de plus de 50 MW, les teneurs en oxyde d'azote, oxyde de soufre et en métaux respectent les valeurs limites d'émission applicables aux installations de combustion telles que définies par les arrêtés relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique 3110. Pour les COVNM et les poussières, les valeurs limites sont les suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="492 995 1549 1499"> <thead> <tr> <th>Paramètre suivi</th> <th>Valeur limite d'émission (mg/ Nm3)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="2">Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté</td> </tr> <tr> <td>Poussières</td> <td>pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté) -150 (au 1er janvier 2030)</td> </tr> <tr> <td>COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)</td> <td>110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Pour les installations nouvelles</td> </tr> <tr> <td>Poussières</td> <td>150</td> </tr> <tr> <td>COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)</td> <td>110</td> </tr> </tbody> </table> <p>(*) : la teneur en COVNM mesurée pourra être dépassée si l'exploitant justifie par une étude sectorielle ou tout autre moyen que le dépassement n'est pas lié au combustible mais au séchage du produit. Pour l'ensemble des VLE, les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes.</p>	Paramètre suivi	Valeur limite d'émission (mg/ Nm3)	Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté		Poussières	pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté) -150 (au 1er janvier 2030)	COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)	Pour les installations nouvelles		Poussières	150	COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110	<p>Non concerné par les installations de séchage par contact direct.</p>	<p>Sans objet</p>
Paramètre suivi	Valeur limite d'émission (mg/ Nm3)																
Pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté																	
Poussières	pour les installations entre 1 et 50 MW : 200 pour les installations supérieures 50 MW : -180 (dès l'entrée en vigueur du présent arrêté) -150 (au 1er janvier 2030)																
COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110 (applicable au 1er janvier 2023 pour les installations supérieures à 50 MW et au 1er janvier 2025 pour les autres installations)																
Pour les installations nouvelles																	
Poussières	150																
COVNM issus de la combustion exprimés en carbone total (*)	110																
46. Odeurs	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage.</p>	<p>L'ensemble des dispositions nécessaires seront prises pour ne pas générer d'émission de gaz odorant susceptibles</p>	<p>Conforme</p>														

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).	d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Les eaux seront infiltrées directement et ne généreront pas d'odeurs. Tous les locaux sont en sus ventilés mécaniquement ou naturellement.	

5/ Chapitre 5 : émissions dans les sols

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 5 : ÉMISSIONS DANS LES SOLS			
47.	Hors épandage défini à l'article 50, les rejets directs dans les sols sont interdits.	Il n'y aura pas de rejets directs dans les sols.	Sans objet

6/ Chapitre 6 : bruit et vibrations

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme									
CHAPITRE 6 : BRUIT ET VIBRATIONS												
48.	<p>I - Valeurs limites de bruit : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="468 596 1573 905"> <thead> <tr> <th data-bbox="468 596 845 789">Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="845 596 1190 789">Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="1190 596 1573 789">Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="468 789 845 858">Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="845 789 1190 858">6 dB (A)</td> <td data-bbox="1190 789 1573 858">4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="468 858 845 905">Supérieur à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="845 858 1190 905">5 dB (A)</td> <td data-bbox="1190 858 1573 905">3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Les objectifs réglementaires en termes de niveaux sonores fixés à 70 dB(A) en période de jour et 60 dB(A) en période de nuit en limite de propriété seront respectés.</p> <p>En cas de besoin, NUTTENS prendra des dispositions nécessaires (piège à son, matériaux spécifiques, etc.).</p>	Conforme
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)										
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)										
	<p>II- Véhicules - engins de chantier : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	Conforme									
	<p>III - Vibrations : Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>	<p>Le projet de la nouvelle ligne d'exploitation sera susceptible de générer des nuisances vibratoires pendant la durée du chantier. Les vibrations émises par l'installation respecteront les prescriptions de l'annexe VI du présent arrêté.</p>	Conforme									
	<p>IV. - Surveillance par l'exploitant des émissions sonores : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée</p>	<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera effectuée dans l'année suivant la mise en service de l'installation.</p>	Pour information									

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant, par un organisme qualifié à la demande de l'inspection des installations classées.		

7/ Chapitre 7 : déchets

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 7 : DÉCHETS			
49. Généralités	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à six mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.</p> <p>L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 10 ans.</p> <p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit sur le site.</p>	Les déchets produits seront entreposés de manière à ne pas provoquer de pollution.	Conforme
50. Dispositions techniques applicables à l'épandage	L'épandage de déchets ou d'effluents est autorisé sous réserve du respect des dispositions de l'annexe III de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.	Aucun épandage de déchets ou d'effluents ne se fera sur le site de NUTTENS.	Sans objet

8/ Chapitre 8 : surveillance des émissions

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme															
CHAPITRE 8 : SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS																		
Section 1 : Généralités																		
51.	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 52 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p>	<p>Les résultats des mesures des émissions seront notés dans un registre. Le projet est susceptible de générer des émissions de poussières pendant la durée du chantier. Un dispositif de suivi sera mis en place. En phase d'exploitation, il y aura des rejets dans l'air qui seront liés à la circulation des engins principalement.</p>	Conforme															
Section 2 : Emissions dans l'air																		
52.	<p>I. - Dispositions générales hors installations de séchage par contact direct : Une mesure de poussières totales est effectuée par un organisme agréé au minimum un an après la mise en service de l'installation, puis tous les trois ans. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. De plus, lorsque les rejets à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 46, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">1° Poussières totales</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Flux horaire supérieur à 50 kg/h</td> <td>Mesure en permanence par une méthode gravimétrique</td> </tr> <tr> <td>Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h</td> <td>Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)</td> </tr> </tbody> </table>	1° Poussières totales		Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique	Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)	<p>Les prescriptions concernant la mesure de poussières totales seront respectées.</p>	Conforme									
	1° Poussières totales																	
	Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique																
Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets (opacimètre, autre)																	
<p>II. - Dispositions particulières applicables aux installations de séchage par contact direct : Le suivi des émissions dans l'air est réalisé conformément aux fréquences et conditions définies ci-dessous.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Polluant</th> <th>Puissance de 1 à 5 MW</th> <th>Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW</th> <th>Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td> <td>Triennal</td> <td>Biennal</td> <td>Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)</td> </tr> <tr> <td>NOx</td> <td>Triennal</td> <td>Biennal</td> <td>Semestriel</td> </tr> <tr> <td>SO2 (1)</td> <td>Triennal</td> <td>Biennal</td> <td>Semestriel</td> </tr> </tbody> </table>	Polluant	Puissance de 1 à 5 MW	Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW	Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B	Poussières	Triennal	Biennal	Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)	NOx	Triennal	Biennal	Semestriel	SO2 (1)	Triennal	Biennal	Semestriel	<p>Non concerné par les installations de séchage par contact direct.</p>	Sans objet
Polluant	Puissance de 1 à 5 MW	Puissance supérieure à 5 et inférieure ou égale à 20 MW	Puissance supérieure à 20MW et, indépendamment de la puissance, en cas d'utilisation d'un combustible visé par la rubrique 2910 B															
Poussières	Triennal	Biennal	Semestriel (trimestriel pour les installations multi-produits)															
NOx	Triennal	Biennal	Semestriel															
SO2 (1)	Triennal	Biennal	Semestriel															

N° articles	Prescriptions de l'arrêté				Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme																
	COV	Première mesure	Biennal	Annuel																		
	Métaux			Annuel																		
	<p>La teneur en oxygène et la température sont suivies en continu. Pour les différents polluants, les dispositions éventuellement plus contraignantes imposées par arrêté préfectoral aux installations existantes demeurent applicables.</p> <p>(1) les installations fonctionnant exclusivement au gaz naturel sont exemptées du suivi. Pour les installations de combustion utilisant de la biomasse ou d'autres combustibles liquides ou gazeux, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO2 ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites, les installations concernées sont exemptées du suivi.</p>																					
Section 3 : Emissions dans l'eau																						
53.	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :</p> <table border="1" data-bbox="460 997 1620 1791"> <tr> <td data-bbox="460 997 795 1098">Débit</td> <td data-bbox="795 997 1620 1098">Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1098 795 1199">Température</td> <td data-bbox="795 1098 1620 1199">Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1199 795 1299">pH</td> <td data-bbox="795 1199 1620 1299">Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1299 795 1400">DCO (sur effluent non décanté)</td> <td data-bbox="795 1299 1620 1400">Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1400 795 1501">Matières en suspension</td> <td data-bbox="795 1400 1620 1501">Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1501 795 1602">DBO5 (*) (sur effluent non décanté)</td> <td data-bbox="795 1501 1620 1602">Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1602 795 1703">Azote global</td> <td data-bbox="795 1602 1620 1703">Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td> </tr> <tr> <td data-bbox="460 1703 795 1791">Phosphore total</td> <td data-bbox="795 1703 1620 1791">Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td> </tr> </table>				Débit	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j	Température	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j	pH	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	<p>En cas de dépassement des valeurs limites des effluents liquides, les mesures seront effectuées conformément aux prescriptions ci-contre (fréquences). Les résultats des suivis seront tenus à la disposition de l'inspection.</p>	Conforme
Débit	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j																					
Température	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j																					
pH	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m ³ /j																					
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																					
Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																					
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																					
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																					
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																					

N° articles	Prescriptions de l'arrêté		Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
	Chrome et composés (en Cr)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
	Cuivre et composés (en Cu)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
	Nickel et composés (en Ni)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
	Zinc et composés (en Zn)	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
	Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5	Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
<p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p>				
<p>Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. (*) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>				

9/ Chapitre 9 : disposition particulière

N° articles	Prescriptions de l'arrêté	Dispositions prévues pour le site	Conforme / Non conforme
CHAPITRE 9 : DISPOSITION PARTICULIERE			
54.	Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de l'arrêté du 18 février 2010 susvisé sont applicables aux installations existantes.	Non concerné.	Sans objet